



HAL
open science

Explorer les paysages alimentaires pour régénérer la fabrique agriurbaine

Jennifer Buyck, Aurore Meyfroidt

► To cite this version:

Jennifer Buyck, Aurore Meyfroidt. Explorer les paysages alimentaires pour régénérer la fabrique agriurbaine. *Territoire en mouvement. Revue de Géographie et d'Aménagement*, 2020, 44-45, 10.4000/tem.6071 . hal-02501574

HAL Id: hal-02501574

<https://hal.science/hal-02501574v1>

Submitted on 7 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Territoire en mouvement

Revue de géographie et aménagement

Territory in movement Journal of geography and planning

Explorer les paysages alimentaires pour régénérer la fabrique agriurbaine

Exploring foodscapes to renew agriurban fabrics

JENNIFER BUYCK ET AURORE MEYFROIDT

Résumés

Français English

A travers l'exploration de paysages alimentaires de la Métropole grenobloise, cet article se propose d'établir un diagnostic de l'agriurbain pour révéler comment la question alimentaire le met à l'épreuve tout en dégageant des potentiels prospectifs. Pour ce faire, nous nous demandons ici dans quelle mesure la prise en compte des enjeux alimentaires en milieu agriurbain permet de renouveler l'urbanisme contemporain – communément qualifié de durable. La recherche, menée sous la forme de marches collectives et prospectives, nous informe sur les paysages alimentaires agriurbains, leurs formes et systèmes de relations. Elle donne à voir les déconnexions de l'urbanisme contemporain avec les habitants, leurs besoins vitaux et le plus généralement le sol tout en soulignant des hypothèses de travail pour une fabrique agriurbaine plus « fertile », « adaptative » et « ancrée ». A regarder l'agriurbain au prisme des paysages alimentaires, nous oeuvrons ainsi au renouveau de la pensée des paysages et mettons dès lors en exergue des propositions dialectiques pour faire évoluer les outils et enjeux de la planification territoriale durable. Explorer les paysages alimentaires ne serait-il pas un moyen de faire « atterrir » l'urbanisme durable notamment dans les territoires agriurbains ?

Through exploring foodscapes of the Grenoble metropolitan region, this paper aims at

drawing a diagnosis of the agriurban model to highlight to what extent the food question tests this latter while providing prospective potentials. To do so, we ask here how taking into account food issues within agriurban contexts provides a renewal within contemporary urbanism - often mentioned as sustainable. This research was conducted through collective and prospective walks and informs us about agriurban foodscapes, their forms and systems of relations. It shows the disconnections between contemporary urbanism and inhabitants, their vital needs and more globally the soil, while fostering working hypothesis towards more “fertile”, “adaptive” and “embedded” agriurban fabrics. Considering agriurban through foodscapes we then contribute to the renewal of landscape thinking and thus we highlight propositions towards a development of tools and stakes of sustainable territorial planning. Could exploring foodscapes be a tool to “land” sustainable urbanism, especially within agriurban territories ?

Mots-clés : agriurbain, paysage alimentaire, planification territoriale, transect, urbanisme durable

Keywords : agriurban, foodscape, territorial planning, transect, sustainable urbanism

Introduction

Si l'alimentation est un sujet émergent, voire orphelin, des politiques de planification urbaine et métropolitaine, il ne laisse pas pour autant les habitant-e-s indifférent-e-s – bien au contraire. Tel est le constat partagé par l'ensemble des participant-e-s au transect (Tixier, 2016) grenoblois du 23 mai 2018 réalisé dans le cadre du PSDR FRUGAL¹. Ce jour-là en effet une vingtaine de chercheur-e-s, d'associatifs, de professionnel-le-s de la question alimentaire et/ou urbaine s'étaient donné rendez-vous pour traverser de part en part la métropole grenobloise et aller à la rencontre des paysages agriurbains et des habitant-e-s avec comme objectif de prendre le pouls de la relation entre la métropole et son système alimentaire. Les personnes rencontrées lors de cette journée de recherche-action avaient fort à dire et à nous apprendre sur leur façon de s'alimenter, d'habiter les paysages alimentaires et d'envisager le devenir des espaces agriurbains.

A travers l'exploration de la Métropole grenobloise, cet article établit un diagnostic de l'agriurbain pour révéler comment la question alimentaire le met à l'épreuve tout en dégageant des potentiels prospectifs. Dans quelle mesure la prise en compte des enjeux alimentaires en milieu agriurbain permet-elle de renouveler l'urbanisme contemporain – communément qualifié de durable ? Pour répondre à cette interrogation, nous nous intéressons ici aux relations des habitant-e-s à leurs espaces productifs, appropriés comme cadre de vie et éléments d'un « habiter », c'est à dire le paysage au prisme de l'alimentaire. Donner à voir et à penser le « paysage alimentaire » (Toublanc et Poulot, 2018) de la métropole grenobloise est en effet tout l'objet de notre propos. Cette notion récente a pour origine les “*foodscapes*” mis en évidence par Gisèle Yasmeeen (1996) et qui renvoient aux relations entre espace et société appréhendés *via* l'alimentation, en d'autres termes, les relations spatiales du système alimentaire. Il s'agit alors d'envisager les paysages alimentaires à la fois comme traduction matérielle de l'agriurbain dans son organisation spatiale et ses fonctions, notamment nourricières, mais surtout

d'en faire une grille de lecture renouvelée de l'agriurbain et des valeurs associées, dans un contexte de crise des systèmes agri-alimentaires. Esquisser les possibilités d'évolution et de projets tant portées par les habitant-e-s que pour les collectivités territoriales constitue l'un des autres apports de cet article. Ceci nous permet alors de repenser l'urbanisme durable dans son rapport à l'alimentation, aux habitant-e-s comme aux formes spatiales et paysagères. À travers l'approche micro-située des transects et dans une perspective de justice socio-écologique, notre hypothèse principale est donc qu'il est possible de faire « atterrir »² (Latour, 2017) l'urbanisme durable.

En d'autres termes, l'ambition de cet article n'est autre que d'oeuvrer à la reterritorialisation de la question alimentaire (Rastoin, 2014 ; Bognon, 2017) tout en esquisant d'autres perspectives pour l'agriurbain et l'urbanisme durable. Nous proposons d'ouvrir ces nouveaux horizons sur les paysages agriurbains par un propos structuré en trois temps. Le premier temps se propose de resituer les contextes de cette démarche de recherche située. Le second souhaite expliciter la méthode mise en place dans le cadre de ces marches collectives et prospectives. Le troisième a pour ambition d'exposer les enseignements de cette expérience et d'interroger les paysages alimentaires agriurbains, leurs formes et systèmes de relations. Cette recherche donne à voir les déconnexions de l'urbanisme contemporain avec les habitants, leurs besoins vitaux et le plus généralement le sol tout en soulignant des hypothèses de travail pour une fabrique agriurbaine plus « fertile », « adaptative » et « ancrée ». A regarder l'agriurbain au prisme des enjeux alimentaires, nous oeuvrons ainsi au renouveau de la pensée des paysages et mettons dès lors en exergue des propositions dialectiques pour faire évoluer les outils et enjeux de la planification territoriale durable. Explorer les paysages alimentaires ne serait-il pas un moyen de faire « atterrir » l'urbanisme durable notamment dans les territoires agriurbains ?

1. L'agriurbain et ses paysages alimentaires : éléments de contexte

Au-delà de l'approche planificatrice qui opère par grands ensembles (unités paysagères par exemple), l'approche par les transects se propose de décentrer le regard en observant « à la loupe » l'agriurbain et ce qu'il nous dit des paysages alimentaires.

1.1. L'agriurbain : du projet de territoire aux paysages alimentaires

L'agriurbain renvoie à un projet commun autour de l'agriculture qui est cependant pensé majoritairement sous l'angle de la production et de la gouvernance des territoires. Or il nous apparaît nécessaire de le réancrer *via* les systèmes alimentaires, pour qu'il soit pleinement investi et habité par les populations et d'autres types d'acteurs plus minorés.

Les liens entre villes et systèmes alimentaires ont été étudiés par la recherche récente autour de la fonction d'approvisionnement (conventionnel ou par circuits courts) des villes en produits agricoles (Brand, 2014 ; Hochedez, 2014). Les espaces périurbains (Hochedez, 2016 ; Perrin et Soulard, 2014) sont des lieux

privilegiés pour mettre à l'agenda des villes des politiques publiques liées à l'alimentation et qui jusque là relevaient plutôt d'impensés du développement métropolitain ou alors d'approches sectorielles (Brand, 2018).

Par leur fonction de campagnes nourricières (Poulot *et al.*, 2016), les espaces périurbains des métropoles accueillent les exploitations agricoles tout en combinant motifs « urbains » (espace du pavillonnaire, des lotissements) et « ruraux » (via les espaces ouverts), à l'origine de modes d'habiter hybrides (Poulot, 2008). Mais les représentations des objets de nature associées à ces territoires agriurbains privilégient cependant une nature « arcadienne » qui occulte les fonctions productives (Donadieu, 2002). L'aménagement de ces espaces agriurbains découle de principes urbanistiques défensifs liés à la préservation de ceinture verte, et qui pensent le paysage comme un « sous-produit » de l'aménagement (Fleury et Donadieu, 1997) en faveur d'une approche fonctionnaliste. Cette vision essentiellement urbano-centrée considère la protection des espaces ouverts au service du confort métropolitain, mobilisant alors des outils spécifiques de l'urbanisme réglementaire (Vidal et Fleury, 2009) mais idéalisant souvent l'agriculture périurbaine en occultant la grande exploitation (Poulot, 2012), et en privilégiant des marchés de niche (bio, label...). Les projets agriurbains ont tendance à valoriser une approche multifonctionnelle où le paysage serait un « co-produit, projeté en tant que tel, nanti d'une valeur réelle, et susceptible d'une rémunération spécifique » (Fleury et Donadieu, 1997, p. 53). En outre, la reconnaissance puis l'institutionnalisation de « l'agriurbain³ » permet de reconnaître le rôle de l'agriculture dans la fabrique de la ville (Poulot, 2014). Territoires de projets nés dans les années 2000, les programmes agriurbains intègrent donc l'agriculture puis l'alimentation dans le projet urbain avec un engagement des collectivités locales en faveur d'une agriculture de proximité (Poulot, 2014). Ces programmes supposent des transactions négociées entre acteurs sur un projet commun autour de l'agriculture, en réinvestissant partiellement les traces d'anciennes ceintures maraîchères. Toutefois, au-delà d'une vision techniciste de l'agriurbain, Pierre Donadieu (2003) en appelle à une lecture plus paysagère où les fonctions productives de l'agriurbain (champs, serres...) sont érigées comme ferments structurants de sorte que les paysages agricoles soient autant fédérateurs que les produits agro-alimentaires.

L'agriurbain comme « modèle » semble donc privilégier une approche centrée sur la production et sur des liens producteur-consommateur « locaux ». Il ne s'agit pas ici uniquement de questionner le chemin « du champ à l'assiette » selon l'approvisionnement des produits ; d'ailleurs les habitant-e-s rencontrés lors des transects n'ont que des représentations partielles des territoires de production. Aller du champ à l'assiette est ici envisagé comme un itinéraire paysager, gustatif, permettant d'ancrer le modèle agriurbain, dans un sol, des lieux et des pratiques habitantes.

1.2. Les paysages alimentaires : formes spatiales et systèmes de relation

La production et la consommation alimentaires façonnent des paysages au sens physique mais aussi culturel, et ce à plusieurs échelles, des méthodes de production locales aux marchés mondiaux. Les paysages alimentaires s'inscrivent dans la montée des préoccupations environnementales et ses impacts sur les villes, ainsi que dans le succès des réseaux alimentaires dits "alternatifs" (circuits

courts, AMAP) (Hedberg 2015). Cette réactivation recouvre des formes qui ont en commun d'être en porte-à-faux avec le caractère générique et a-spatial du système agro-industriel. Si une approche par l'agriculture reflète l'hétérogénéité des types de paysages par des tailles de parcelles variées ou une connectivité écologique inégale, le prisme alimentaire permet "d'humaniser" ces paysages de production (et leurs réseaux économiques, sociaux sous-jacents). Comme le rappelle Maggie Roe (2016), l'alimentation et le paysage engendrent des représentations partagées, une identité qui agit comme "label" de ces formes physiques de production agricole. En lien avec les approches de justice spatiale, ils questionnent les groupes qui ont accès à des produits alimentaires de qualité (Allen *et al.*, 2003).

Ces interactions entre des conditions spécifiques du milieu et les pratiques alimentaires ont également évolué au gré des changements économiques, technologiques et culturels de ces quarante dernières années, qui ont altéré la relation à ces paysages nourriciers (Wylie, 2007). Si les espaces périurbains sont souvent accusés d'être le réceptacle du déversement résidentiel des métropoles au détriment des surfaces agricoles, ils sont aussi des espaces productifs de longue date (Toublanc et Poulot, 2018). Ainsi, le concept d'*agriburbia* mis en évidence par Newman *et al.* (2015) renvoie à des formes périurbaines où l'agriculture joue un rôle significatif non seulement dans l'économie locale mais aussi dans la création d'une identité paysagère, et qui peuvent d'accompagner d'interactions fructueuses entre grande exploitation, petite agriculture périurbaine et mouvements citoyens pour une alimentation de qualité. Bien que les villes et leurs agricultures aient évolué en interdépendance du point de vue biophysique et de celui de l'espace vécu (Nahmias et le Caro 2012), la Révolution industrielle et l'urbanisation ont provoqué des ruptures dans le cycle vertueux entre ville, agriculture et alimentation. On observe alors une distanciation sociale des liens entre l'aliment et le mangeur et une déconnexion spatiale entre espace de production, rural, et espace de consommation, désormais majoritairement urbain. En effet, l'agriculture périurbaine vise moins en l'approvisionnement de marchés urbains locaux qu'en la production dans des ensembles régionaux à destination du marché national voire international. Cette linéarisation des flux et cette déconnexion posent aujourd'hui question : crises alimentaires et enjeux écologiques changent les comportements des individus tandis qu'à une échelle globale, on n'a de cesse de souligner les grands enjeux qui encadrent les réflexions sur l'alimentation d'une planète qui s'urbanise (Bricas 2017). Au sein des villes, cette déconnexion a généré l'apparition de déserts alimentaires (Cummins *et al.*, 2008) et de formes urbaines favorables à l'obésité (Sui, 2003).

De ceci, nous formulons une première hypothèse selon laquelle les problématiques alimentaires et agricoles sont actuellement déconnectées de la ville et de l'urbanisme – fut-il qualifié de durable. Sortir de leur invisibilité l'agriculture et l'alimentation c'est ouvrir au renouvellement tant de l'agriculture et de l'alimentaire que de la ville elle-même. Ce serait finalement par la structuration de paysages alimentaires que les liens entre ville et production agricole pourraient être repensés.

1.3. Les paysages agri-alimentaires de la métropole grenobloise

Si le terme « agriurbain » ne figure pas dans les documents de planification de

la métropole grenobloise (SCOT de la Région Urbaine Grenobloise 2012, PADD du PLUI 2016), les paysages alimentaires y sont traités selon une approche sectorielle. Les espaces ouverts autour de la métropole, et majoritairement situés dans les PNR de Vercors et de Chartreuse sont considérés comme des ressources à valoriser et à préserver face à la pression urbaine.

Le lien entre agriculture et paysage réside essentiellement dans la fonction d'entretien des paysages, le secteur agricole représentant un rempart contre l'enfrichement et l'avancée de la forêt. Le rapport de l'agriculture à l'alimentation est, lui, beaucoup plus développé, via la promotion d'une « agriculture nourricière de proximité répondant aux besoins des populations locales » (SCOT, p. 39). La dimension paysagère y est quasi absente, évoquée uniquement par l'intégration paysagère des bâtiments productifs et le rôle de l'agriculture dans la construction d'un territoire durable.

Par ailleurs, ces documents convoquent des figures classiques de l'urbanisme pour penser le lien entre espaces bâtis et non-bâtis, en les cantonnant à une vision purement fonctionnelle. Ainsi, dans le PADD du PLUI, la ceinture verte et la lisière urbaine sont considérées *via* le zonage et la délimitation de frontières, privilégiant l'échelle micro-locale, entre zones pavillonnaires et commerciales d'une part, et espaces agricoles et naturels d'autre part. A une échelle plus petite, ce même document préconise de « pérenniser et valoriser les espaces naturels agricoles et forestiers au sein d'une trame paysagère structurante » (p. 16) sans investir cette trame d'une multifonctionnalité permettant de tisser des liens entre espaces « minéraux » et « naturels », mais en favorisant une reproduction de motifs de planification urbanocentrés. Ces derniers assurent une connexion entre ressources mais participent aussi de leur déterritorialisation. Ainsi, la promotion d'une forme de « nature jardinée » (SCOT RUG, p. 107) comme interface entre espaces urbanisés et agricoles sous forme de jardins familiaux illustre le primat d'une approche d'agrément sur la fonction nourricière⁴. Au-delà des images issues du modèle de la ville-jardin, le discours techniciste des documents de planification véhicule des représentations fantasmées des espaces agricoles de proximité : le plateau de Champagnier, sous forte pression foncière, est ainsi qualifié « d'écrin pastoral » (PADD, p. 31).

De façon générale, Grenoble reste caractérisée par son grand paysage de montagnes et une vision fonctionnaliste de son site (usages récréatifs, paysage-décor) alors qu'elle dispose d'une pluralité de configurations entre plaine et sommets. Cependant, ces espaces d'interface, en dehors de l'urbain dense et de la vue sur un paysage extraordinaire, et d'un rapport déséquilibré entre urbain dense et montagne, sont mis sous silence, bien qu'étant l'un des greniers de la métropole et une modalité de l'habiter dans la ville-montagne (Fourny, 2015 ; Ambrosino et Buyck, 2018 ; Buyck et Courcoux, 2019). Cette mise sous silence du concept de paysage s'explique par le prisme alimentaire des actions métropolitaines, qui traitent indirectement des paysages *via* les acteurs impliqués et l'évolution de l'utilisation des sols. Ainsi, dès 2015 la Stratégie agricole et alimentaire interterritoriale, qui réunit Grenoble-Alpes-Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais, les Communautés de communes du Grésivaudan et du Trièves et enfin les Parcs Naturels Régionaux de Chartreuse et du Vercors, se donne une mission de préservation des terres agricoles et d'intégration des enjeux alimentaires dans les documents de planification. L'évolution de cette stratégie en Plan Alimentaire Territorial (candidature approuvée au Conseil métropolitain de Grenoble-Alpes-Métropole le 05 juillet 2019) conforte la volonté de maîtrise de l'évolution de ces paysages alimentaires

via l'outil foncier et le développement d'outils de proximité.

En somme, le transect permet de prendre la mesure des systèmes alimentaires dans les paysages agriurbains selon trois dimensions : 1) en tant qu'échelle de perception et d'action pour habiter le paysage, 2) en tant que sobriété des systèmes alimentaires par rapport aux ressources de l'agriurbain, et 3) comme appréciation des lieux et recherche de sens.

2. Explorer les paysages alimentaires par le transect : explicitation de la méthode

2.1. Le transect, méthode d'analyse et de prospective par la marche

Le transect est une analyse *in situ* d'un territoire, le plus couramment pratiquée à pied, afin de mieux comprendre les relations entre phénomènes dans la fabrique urbaine. D'après des interviews à chaud avec ceux que l'on croise, on découvre un territoire en observant ses formes urbaines et ses usages. Mais le transect n'est pas une marche isolée ; elle se pratique en groupe et s'enrichit du débat qui émerge des rencontres au fil du chemin comme des échanges spontanés des membres de l'équipe. Très vite une dimension prospective émerge de cette dynamique de groupe ; c'est d'ailleurs souvent une consigne de l'exercice : observer un territoire et penser son devenir. L'exploration *in situ* et collective du transect donne aussi lieu à une représentation inédite du territoire. Cette dernière s'apparente souvent à une coupe représentant par le texte, la photographie et le dessin les parcours réalisés lors des marches ainsi que les interrogations formulées lors de cette exploration. La restitution de ces coupes permet la mise en débat public de ces problématiques. Cette méthode inspirée des travaux du géographe écossais Patrick Geddes (Geddes, 1925) et explicitée plus récemment par Nicolas Tixier (Tixier, 2016), a donné lieu à différentes mises en pratiques sur ces dernières années et des transects ont été développés dans des cadres divers allant du projet d'urbanisme (Tixier, 2010-12) à la recherche scientifique (Pousin, 2014 & Tixier *et al.*, 2012) en passant par l'expérience pédagogique (Buyck et Tixier, 2015, Tixier *et al.*, 2015). C'est une approche transversale prisée par les écoles d'architecture mais intrinsèquement ouverte à d'autres disciplines (Pousin *et al.*, 2016). Au carrefour d'enjeux sociaux, spatiaux, et écologiques, le transect est une approche singulière qui s'éloigne du plan et de la carte pour s'intéresser au récit des lieux.

Figure 1 : Méthodologie du transect.



(Source : Jennifer Buyck, Nicolas Tixier. Réalisation : Justin Bryant)

Le transect, méthodologie ouverte, s'adapte à de nombreuses questions. Quel sera ou pourrait-être le devenir d'un territoire dans X années ? Quel rapport à l'eau imaginer dans un futur proche ? Quels leviers pour une décroissance heureuse ? Quel devenir pour les délaissés urbains ? Autant de questions qui ont d'ores et déjà été formulées dans le cadre de transects. Car le transect est toujours animé par une interrogation singulière. Dans le cas présent, les transects réalisés⁵ participent d'un projet de recherche plus général portant sur les systèmes alimentaires urbains – le PSDR4 FRUGAL FoRmes Urbaines de la Gouvernance ALimentaire. Dans ce cadre, les participant-e-s ont donc spécifiquement porté leur attention sur les rapports entre métropoles et systèmes alimentaires. « A quoi ressemblera l'alimentation à Grenoble en 2050 ? » telle est la question à laquelle les transects grenoblois souhaitent contribuer. Associer transect et alimentation n'est pas fortuit. En effet, sur trente huit coupes issues de transects réalisés dans le cadre d'ateliers de projet de la formation de Master en urbanisme – parcours design urbain – délivrée à Grenoble, seize d'entre elles proposaient des projets relatifs au renouveau du système alimentaire. Soit quasiment la moitié d'entre elles alors que l'attente initiale n'était pas spécifiquement orientée vers l'alimentaire. Le choix des territoires⁶ de projet y était-il pour quelque chose ? L'encadrement des enseignant-e-s aussi très certainement. En tout état de cause, l'alimentation apparaît comme une des problématiques principales de ces transects. La question de la fertilisation des zones commerciales, des friches, des toitures et zones pavillonnaires pour créer de nouvelles économies alimentaires locales y est récurrente. La définition d'une nouvelle géographie alimentaire à travers un projet de sol pour l'alimentation et les territoires notamment par l'analyse de la présence de l'eau est une autre entrée de projet emblématique. La mutualisation des outils et des savoirs agricoles et alimentaires tout comme la réorganisation de la logistique ou la création de lieux de vie solidaires autour de l'alimentation y sont autant de leviers envisagés. En est-il de même à Grenoble ?

Fort de ces expériences et dans la continuité de travaux scientifiques analogues (Macphersén, 2016), le transect du projet FRUGAL est ici l'occasion d'analyser les enjeux systémiques liés à l'approvisionnement alimentaire (Bognon, 2017) mais aussi les potentiels d'autonomie alimentaire (Darrot, 2014), la question de l'accessibilité sociale à une alimentation durable (Bodiguel, 2014) et enfin l'équilibre environnemental. L'alimentation durable, c'est à dire viable sur le plan économique et social, plus respectueuse de l'environnement, de la santé et des diversités culturelles est au coeur de notre investigation. Pour nous, une meilleure compréhension des formes urbaines et de leurs usages est indispensable à l'émergence, la consolidation et à la structuration d'une alimentation durable. En tant que recherche située - voire multi-située (Falzon, 2009) -, ces transects sont une rare occasion de s'interroger sur les lieux traversés, leurs jeux de proximité et de voisinage tout en prenant en compte la dimension sociale de l'espace (Löw, 2015) et plus largement sur le statut de la recherche sur la ville et l'agriurbain. A

rebours de approches synthétiques et modélisatrices nous optons pour une approche relationnelle suggérant que les lieux et leurs usagers portent en eux un récit qui est déjà là et qu'il faut révéler.

2.2. Exploration collective des paysages alimentaires par le transect

Associé aux laboratoires de recherche, l'acteur-référent du programme PSDR FRUGAL est « Terres en Villes », réseau national de grandes agglomérations et métropoles françaises mobilisées autour du maintien et du développement de leur agriculture urbaine et périurbaine. Son implication dans les deux régions retenues pour Frugal a conduit à retenir les agglomérations suivantes pour l'étude au sein du programme : Caen, Rennes, Lorient, Nantes, Angers, et Poitiers, et plus ponctuellement Alençon et La Rochelle en Grand Ouest ; la métropole Lyon-Saint-Étienne et celle Grenoble, avec mise en perspective avec Roanne. Parmi ces agglomérations, Caen et Grenoble ont été choisies pour mettre en place les transects. Il nous semblait en effet difficile techniquement de mettre en place la méthode dans l'ensemble des villes du programme. Impossible aussi de n'organiser les transects que dans une seule ville⁷. Il a donc été convenu d'organiser une journée de transect dans chacune des régions⁸. Étant basés en tant que chercheur-e-s à Grenoble, l'organisation d'un transect à Grenoble nous a alors semblé pertinente et l'option roannaise a été ajournée. Pour le Grand Ouest, nous avons débattu avec les chercheur-e-s locaux et Caen est tout de suite apparu comme un territoire où les acteur/trice-s pourraient aisément être intéressés et moteurs ; le transect arrivant à point nommé pour aborder les questions alimentaires⁹. A Grenoble comme à Caen, l'idée était aussi de rassembler largement les chercheur-e-s et acteur-trices mobilisés dans le cadre de Frugal et d'opérer par ces marches prospectives et collectives une synthèse située de nos approches aux disciplines et intérêts distincts.

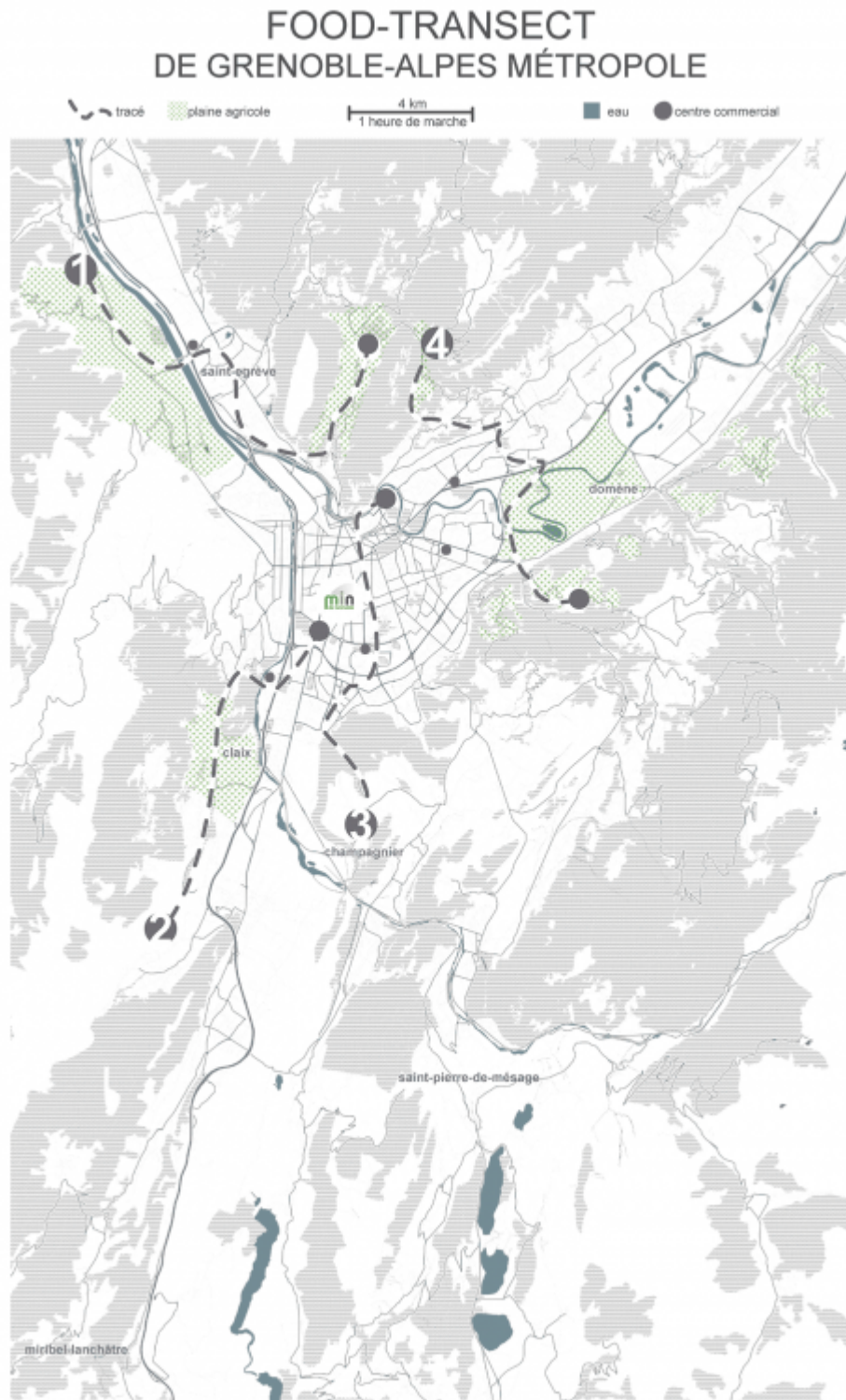
La préparation des transects est une étape fondamentale et les difficultés non résolues lors de cette phase de mise en place se retrouvent tout au long de la recherche : Où marcher ? Qui compose les équipes ? Combien y a-t-il d'équipes / de transects ? Quels outils mobilisés pour capter puis retranscrire les rencontres avec les lieux comme avec les habitant-e-s ? Qui inviter à la restitution des transects ? Où organiser cette mise en débat ? Comment prolonger l'expérience ? Autant de questions qui animent le débat et façonnent non seulement la forme des marches mais aussi le fond de la recherche.

Dans le cas qui nous préoccupe nous avons cherché à mobiliser un maximum de personnes en privilégiant la diversité des profils des participant-e-s. Nous avons donc convié les personnes impliquées dans le programme mais aussi les personnes et réseaux rencontrées lors de nos enquêtes. Un formulaire d'invitation a été créé et envoyé à ce large panel d'acteurs/trices incluant la société civile et le monde associatif. Au final, à Grenoble, ce sont ce sont essentiellement ces derniers qui ont répondu à notre invitation et participé aux transects.

En ce qui concerne les parcours, nous les avons déterminés à plusieurs. Impossible par contre de le faire avec l'ensemble des participant-e-s car ceux-ci sont connus bien trop tard mais toutefois un groupe de quatre à cinq chercheur-euse-s s'est penché sur la question. Les éventuelles indications des futurs participant-e-s ont aussi été prises en compte. Il en résulte que quatre parcours ont été dessinés pour la métropole grenobloise. Le nombre de parcours est a été

déterminé en fonction du nombre de participant-e-s de manière à avoir des groupes hétérogènes et composés de quatre à cinq personnes maximum. Ces équipes ont été formées en amont pour favoriser la pluridisciplinarité. Des outils simples de captation des ambiances et des situations ont été mis à la disposition des équipes : un dictaphone, une grande carte du trajet à suivre spécialement réalisée pour l'occasion, une feuille de route avec la liste des co-équipier-ère-s, leurs coordonnées et les indications pour se rendre au point de départ de la marche.

Figure 2 : Tracés des transects grenoblois



(Source : IGN, Réalisation : Justin Bryant)

Nous avons cherché à déterminer des parcours qui soient complémentaires entre eux et qui dans l'ensemble parcourent des espaces d'une grande diversité paysagère et spatiale pouvant ainsi retranscrire la diversité des situations métropolitaines. Un des trajets se situe à l'Ouest de la métropole et descend de la Chartreuse pour rejoindre le Vercors en traversant l'Isère (trajet 1). Un second - plus à l'Est - traverse lui aussi l'Isère pour relier deux massifs, la Chartreuse et Belledonne cette fois (trajet 4). Ces deux tracés ne passent pas par le centre de la métropole et se focalisent sur les pentes et vallées le long de l'Isère. Un autre tracé au Sud s'appuie pour sa part sur le Drac et son entrelacs d'infrastructures viaires en partant de la commune de Vif pour rejoindre les faubourgs de Grenoble (trajet 2). Un tracé Nord-Sud a aussi été dessiné (trajet 3), potentiellement le plus urbain des 4 trajets. Il rejoint le plateau de Champagnier et le centre-ville de Grenoble. L'élaboration de ces 4 tracés a été effectuée à l'issue de la réalisation de cartes où étaient représentées les terres agricoles actuelles et passées (dont les terres issues de l'ancien périmètre de l'ADAYG - Association Développement Agriculture dans l'Y Grenoblois), mais aussi les différentes typologies de quartier (dont ceux inscrits à la Politique de la Ville) ainsi que les initiatives alimentaires préalablement recensées au cours de notre recherche. Enfin, un lieu accueillant et emblématique a été trouvé pour la restitution des transects. Il s'agit du Marché d'Intérêt National – le MIN – de Grenoble.

Dans chaque équipe, une personne ressource (qui a participé à l'élaboration du tracé) aide au lancement de la marche et de la démarche. Très vite, le groupe est tout-à-fait autonome. L'une des missions de la personne ressource est aussi de veiller à la mise en place et la définition des protocoles de captation des lieux et situations. Nous avons opté pour du matériel léger et adapté pour de longues marches. Enregistrement d'interviews ou d'ambiances, croquis, photographies, et quelques vidéos ont donc été récoltées.

Si chaque équipe a suivi un trajet qui lui a été donné préalablement, rien n'empêchait bien entendu de l'ajuster au gré de la marche ; c'est à dire de faire des détours, des raccourcis et des arrêts. Ainsi, les différentes équipes sont passées dans des espaces très différents les uns des autres : zones agricoles, industrielles, commerciales, périurbaines, quartiers défavorisés, commerces abandonnés etc. Aucun lieu ne s'est révélé sans intérêt. L'environnement le plus ordinaire soit-il est tout autant propice à l'investigation du transect. Ces grandes marches de sept à huit heures (entre 10 et 15 km) ont ainsi permis aux groupes de traverser de nombreux lieux mais aussi de se connaître et d'avoir des échanges de fond sur la question alimentaire.

Figure 3 : Photographie d'un des transects grenoblois en train de se faire



(Source : Marc Neilson)

Le commentaire qui nous a le plus souvent été fait spontanément par les participant-e-s du transect, exploration collective des lieux, est le suivant : « j'ai appris plein de choses ». Certains l'ont formulé d'une autre manière : « Cela fait longtemps que je vis ici, je pensais tout connaître et aujourd'hui j'ai pourtant vu la ville autrement ». La modalité de déplacement – la marche – change très certainement la focale du regard. Souvent ces parcours sont réalisés, parfois régulièrement, mais jamais à pied. Le fait d'être en groupe change aussi le regard, d'autant plus guidé par une question singulière et qui plus est avec cette injonction d'aller à la rencontre des lieux et des gens¹⁰. Ainsi, même si les espaces traversés sont préalablement connus, la découverte est de taille. Un paysage considéré comme banal devient alors objet d'étonnement chargé de singularités. Tim Ingold retranscrit ce sentiment de découverte en comparant deux méthodes de marche (Ingold, 2015) : l'une où l'intention guide le déplacement (comme dans l'essentiel de nos déplacements quotidiens où nous nous rendons d'un endroit à un endroit), l'autre où c'est l'attention qui gouverne (comme dans le cas des transects où c'est le fait de prendre le pouls des lieux qui prime).

2.3. Permanente mise en débat collective des formes de paysage alimentaire

La mise en débat de ce travail, élément clé du transect, est permanente tout au long de la démarche, de la mise en place à la restitution. Lors des marches, les débats ont été vifs dans chacune des équipes¹¹. A la fin de ces marches, toutes se sont retrouvées au MIN dans une atmosphère conviviale pour restituer l'expérience de la journée. Lors de ce temps fort, les équipes ont retranscrit sur de longs papiers blancs la coupe de leur traversée. Cette coupe se compose d'indications de localisation mais aussi de perceptions *in situ*, d'éléments de débat, de scénarios prospectifs, de documents récoltés, d'ambiances captées. Une fois les coupes dessinées par les participant-e-s (1h30 de production), les équipes

restituent leurs travaux aux autres participant-e-s et au public venus exprès pour les entendre. Pour ce faire, ils s'appuient sur leurs grandes coupes en faisant ressortir des problématiques singulières et un débat s'ouvre suite à ces exposés.

Figure 4 : Photographie des coupes en train de se faire lors de la restitution au Min de Grenoble.

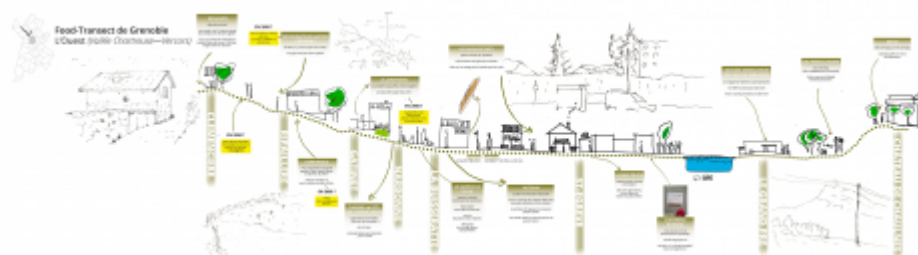


(Source : Justin Bryant)

Les coupes sont ensuite précieusement conservées, numérisées et mises au propre. Dans le cadre de cette expérience nous les avons retranscrites afin de les rendre accessibles au plus grand nombre. Les coupes sont aujourd'hui regroupées sur un site Internet où les méta-données récoltées sont aussi accessibles (sons, photographies, et restitution synthétique de la coupe). Enfin, fin juin 2018 un séminaire de recherche a aussi été organisé pour interpréter ensemble, à partir de méthodes inspirées du *design thinking*, les résultats obtenus.

La première des coupes grenobloise, dont le parcours situé à l'Ouest va de la Chartreuse au Vercors, traverse de petites exploitations agricoles comme des zones d'entrée de ville et interroge l'usage de jardins inégalement investis. Ce dont fait état cette coupe relève de ce que l'on pourrait qualifier de pragmatisme alimentaire face aux injustices socio-économiques. Les trajectoires alimentaires des personnes rencontrées y sont décrites et l'on constate leur lien étroit avec les trajectoires socio-culturelles et la localisation du lieu de vie. La façon dont chacun aménage à son échelle des tactiques pour améliorer son alimentation (que ce soit en termes d'autonomie économique, d'écologie, de sens...) – celle de ses proches comme celle d'un réseau de voisinage – y est aussi frappante.

Coupe 1 : "L'Ouest", réalisée lors des transects grenoblois



(Source : Jennifer Buyck, Pierre-Antoine Landel, Camille Durand & Marc Neilson. Réalisation : Justin Bryant)

La seconde coupe se situe elle au Sud de la métropole grenobloise et part de Vif pour rejoindre le Marché d'Intérêt National. Tout au long de cette coupe les participant-e-s ont parcouru des espaces périurbains de grande diversité entre espaces résidentiels, friches et champs. Le futur et la pérennité des champs urbains y a été largement interrogée tout comme la prédominance de l'aménagement d'espaces verts ornementaux. Les ressources nourricières sont jugées invisibles aux yeux des aménageurs (enfrichement de la pente, futures extensions urbaines annoncées sur les champs et dichotomie entre grandes zones commerciales et « déserts alimentaires » dans les quartiers). Il en ressort une interrogation générale autour de l'urbanisme durable au prisme de l'alimentation pour tous.

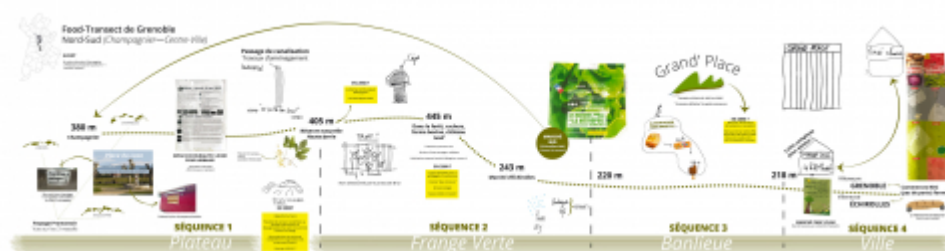
Coupe 2 : "Le Sud", réalisée lors des transects grenoblois.



(Source : Nathalie Bertrand, Emmanuel Roux, Jean-Michel Roux, Juliette Rigolot & Lydiane Agier.
Réalisation : Justin Bryant)

La troisième des coupes grenobloises est orientée Nord-Sud et rejoint le plateau de Champagnier et le centre-ville. Cette fois, ce sont les ressources naturelles au défi de l'expansion urbaine qui sont mises en avant. La concurrence entre périurbanisation (et les usages qui y sont liés, notamment récréatifs) et les usages agricoles y est frappante tout comme la dichotomie entre marchés de plein vent et la grande distribution « minérale ». Les problèmes bien connus de pressions foncières et de mitage y sont soulevés. La volonté de vivre à la campagne y est confrontée aux réalités de terrain et l'hybridation des imaginaires présenté comme vecteur de réinvention de l'alimentation.

Coupe 3 : "Nord-Sud", réalisée lors des transects grenoblois



Source : Bernard Pecqueur, Marion Martin, Aziz Kali, Stephanie Chamot & Monique Dallet.
Réalisation : Justin Bryant.

La quatrième coupe se situe à l'Est et rejoint pour sa part le massif de Belledonne avec celui de la Chartreuse. Là ce sont les solidarités par delà des systèmes alimentaires, relativement désincarnés, qui ressortent de cette exploration traversant une grande variété d'espaces de la production (entre élevage et potagers) à la grande distribution en passant par le domaine universitaire. Le délitement des filières y est décrit tout comme la fragilité des petits producteurs et la multiplicité des intermédiaires. La « malbouffe » y est abordée, son caractère hors-sol et automatisé relevé. Entre parking, route et

pelouse, la description d'un territoire stérile, majoritairement imperméabilisé, y est faite. Là encore le bricolage des choix alimentaires est frappant tout comme l'entraide (troc) et l'expérimentation (notamment dans les espaces publics) à toutes les échelles des trajectoires alimentaires. C'est aussi dans cette coupe que la question de la gratitude vis-à-vis d'une alimentation de qualité est abordée et plus généralement le lien entre alimentation / santé et bien-être.

Coupe 4 : "L'Est", réalisée lors des transects grenoblois.



(Source : Justin Bryant, Caroline Brand, Gabriel Jourdan, Cécile Bordenave. Réalisation : Justin Bryant)

3. Des paysages alimentaires déconnectés, un urbanisme durable à faire atterrir : retours critiques

Par les transects, il s'agit ici de donner voix aux habitant-e-s, usager-ère-s, acteurs/trices des systèmes alimentaires qui fabriquent les paysages de l'agriurbain grenoblois. Comme le montrent les résultats issus des quatre transects, fertilité, adaptation et ancrage sont des notions récurrentes qui peuvent être entendues comme des variables d'analyse mais aussi comme potentiels de renouvellement projectuel et théorique.

3.1. Paysages alimentaires et urbanisme à l'épreuve de la déconnexion

Les logiques de néolibéralisation de la production urbaine et d'industrialisation de l'agriculture engendrent une standardisation du système alimentaire mais affectent également la nature de l'urbain (par essence dense mais aussi divers) et de l'agriculture (idéal d'une agriculture diversifiée pour l'autosuffisance alimentaire et la qualité des paysages). Cette standardisation se traduit *via* la concentration des différents maillons de la filière d'où une déconnexion par rapport aux producteurs et aux consommateurs, ainsi que par rapport au territoire avec des logiques hors sol. L'urbanisme à l'oeuvre n'a que très peu de prise sur cela, voire accentue cette tendance.

Au sein de la filière, on assiste à un phénomène simultané de concentration et de déconnexion à certains niveaux de la chaîne. Les petits producteurs et distributeurs sont fragilisés dans la métropole, ce qui est reflété par un sentiment d'abandon (coupe 2), la projection d'un avenir néo-féodal basé sur un système d'exploitation unifamilial (coupe 1) ou la concentration de la distribution par les grands groupes (coupe 3). Ce délitement semble d'autant plus visible à l'étape de

la distribution comme en témoigne un agriculteur de Belledonne (coupe 4) : celui-ci évoque la vente des surplus de production laitière (lait, beurre...) sur les marchés par ses parents et grands-parents, puis, suite à la diminution du nombre d'exploitations, il observe un éloignement des circuits de commercialisation (coopérative à Sassenage, dans l'agglomération grenobloise, puis usine SODIAAL du groupe Candia à Vienne).

Les effets de spécialisation de la production agricole, qu'il s'agisse de monoculture intensive ou d'agriculture de niche (en bio notamment) peuvent engendrer une déconnexion entre agriculteurs et consommateurs. Cette dernière peut générer des dissonances sur les missions qu'on attribue à l'agriculture en termes d'entretien du paysage, avec une uniformisation de celui-ci et une perte de rapport au sol dans le cas des grandes cultures destinées à l'exportation (coupe 1 et la discussion avec le chauffeur de taxi/agriculteur), ou encore des malentendus sur la fonction nourricière avec un label bio, gage d'une alimentation de qualité, mais socialement sélectif (coupe 1). La standardisation d'une offre alimentaire de faible qualité témoigne d'une déconnexion par rapport au sol, autant par rapport au lieu de production que de consommation (en atteste la coupe 3 et son « manque de convivialité »). S'ensuit la création de déserts alimentaires qu'on retrouve également dans les représentations qu'ont les populations du secteur agricole ; la déconnexion est alors cognitive. Par exemple, sur la coupe 1, le cycliste tombe des nues lorsqu'on l'interroge sur la présence d'agriculture au sein de la métropole grenobloise.

Malgré les efforts des pouvoirs publics en termes de planification urbaine en faveur d'une prise en compte de l'alimentaire, l'industrialisation des filières de production et la multiplication des intermédiaires restent visibles. L'éloignement entre la ville et son grenier se creuse. L'alimentaire n'est pas encore au rendez-vous de la ville durable. En effet, dans un contexte d'insertion de la problématique alimentaire dans les politiques urbaines et de retour de l'agriculture en ville (du moins partiellement), les représentations d'un aménagement stérile restent nombreuses. On entend par là les formes urbaines minérales, mais aussi le malentendu autour du verdissement et des héritages agricoles, ou enfin les confrontations entre usages productifs et récréatifs. L'importance croissante des ambiances minérales dans la filière agricole et dans les lieux de consommation traduit une déconnexion vis-à-vis du sol. Le paysage donné à voir tout au long de la filière est celui de l'ère agro-industrielle, qui touche aussi les niches agricoles de qualité telles que le bio. Dans la métropole, si l'on retrouve l'emprise des grandes surfaces en zone périurbaine pour la distribution, la minéralisation de la filière touche davantage les lieux de consommation : dans la coupe 4, la dalle est assimilée à un territoire stérile qui déshumanise à la fois l'agro-alimentaire et l'urbain. A l'échelle des îlots, l'évocation structurelle des pieds d'immeubles délaissés (notamment coupe 2) qui abritaient des commerces alimentaires illustre l'impasse du recours aux proximités spatiales immédiates, quand elles ne sont pas investies par des réseaux d'acteurs/trices, laissant les habitant-e-s face à un non-choix alimentaire.

L'urbanisme stérile est paradoxalement associé au verdissement, malentendu qui exclut les fonctions nourricières. Les marqueurs de l'agriculture sont invisibilisés par le recours à une végétalisation esthétisante dans les espaces de production et de consommation. Le vert ornemental marginalise le potager nourricier, ce qui s'explique par les dynamiques périurbaines et la morphologie pavillonnaire présente dans les deux terrains. Le modèle résidentiel pavillonnaire considère les espaces « de nature » au service du bâti, comme un écrin paysager,

afin de promouvoir un type de d'habitat et un mode de vie périurbain. La pauvreté de cet urbanisme est frappante dans les lotissements traversés lors des transects grenoblois, où le vert est considéré soit comme réserve à l'urbanisation, zone d'extension, ou bien de façon cosmétique, au service du modèle périurbain dominant. La trame viaire typique de ces espaces (ronds-points) est occupée par des formes végétales « hors sol » (coupe 2), qui donnent à voir un discours fantasmé de « nature en ville ». Le long des routes, la nature apparaît façonnée par cette représentation comme en atteste l'absence constatée de coquelicots dans les champs le long des routes (coupe 2). A l'échelle du lotissement, les espèces comestibles sont ignorées. Les jardins potagers sont en effet très inégalement investis, voire absents (Coupe 2). Cette tendance touche même d'anciens agriculteurs, comme en atteste un horticulteur retraité (coupe 4) qui met davantage en évidence la pelouse entourant sa propriété que son potager d'arrière-cour.

La déconnexion entre agriculture, alimentation et espaces urbanisés se manifeste également sur le plan cognitif, *via* des héritages, une mémoire des lieux et des savoirs vernaculaires effacés ou peu investis. Ces traces des pratiques agricoles et alimentaires passées sont sources de représentations stériles chez les populations urbaines et périurbaines comme chez les aménageurs, qu'il s'agisse d'une méconnaissance des métiers de l'agriculture, de la provenance des produits ou d'un système de valeurs. Ainsi, dans la coupe 4, la présence d'un cerisier chargé de fruits était occultée par les membres d'une colocation rencontrée par les marcheurs du transect avant que ces derniers n'en fassent mention. Hormis cet échelon individuel, on notera également un discours désabusé sur la perception de la qualité par les convives et une ignorance de la provenance des plats fournis par le personnel du restaurant du CROUS dans la même coupe. Du point de vue paysager, la toponymie de certains lieux reste imprégnée d'héritages agricoles (coupe 2) mais est détournée de son sens initial puisque accolée à une trame urbanistique purement résidentielle.

Enfin, la nature hybride des espaces périurbains de proximité alimente la confrontation entre usages récréatifs et nourriciers de l'agriculture. La diversification du métier d'agriculteur vers des fonctions d'accueil du public (AMAP, fermes pédagogiques...) et la présence d'équipements récréatifs en périphérie des villes renforce cette tendance. Dans la métropole, le cheval, animal à caractère ornemental, catalyse cet enjeu : il est notamment fait mention (dans la coupe 3) de 450 chevaux en pension et la projection prospective sur les haras et l'hippodrome.

Tableau 1 : Les enjeux agriurbains révélés par les transects.

	Coupe 1	Coupe 2	Coupe 3	Coupe 4
Localisation	L'Ouest Vallée Chartreuse - Vercors	Le Sud Vif – MIN	Nord-Sud Champagnier – Centre-ville	L'Est Belledonne – Chartreuse
Titre problématisé	Pragmatisme alimentaire face aux injustices socio- économiques	Urbanisme durable au prisme de l'alimentaire pour tous	Ressources naturelles au défi de l'extension urbaine	Solidarités par-delà les systèmes alimentaires désincarnés
Enjeux	Bi-activité des agriculteurs (complémentarité ville-	Usage de la pente (terrasses abandonnées,	Vue offerte par le paysage agricole	Sensation d'abandon de la filière agro-

penne, saisonnalité)	enrichement)		alimentaire de proximité mais résistance par solidarité et mutualisation locale
Bien-être animal	Gestion des aménagements : espaces verts (embellissement, ornement) / ressources comestibles (mais invisibilisées)	Pression foncière dans les terres agricoles de proximité	
Autosuffisance alimentaire individuelle (jardin)		Hybridation des imaginaires et réinvention des métiers de l'alimentation	Invisibilité de la ressource comestible / paysage décoratif
« féodalisme » futur : un château et des fermes	Morphologies urbaines disparates des territoires agri-urbains	Réseaux associatifs, glanage	Multifonctionnalité du paysage comme exception
Fragilité économique des exploitants et nécessité d'un haut niveau d'ambition sociale	Toponymie fortement inspirée des héritages agricoles	Animation culturelle, loisirs, pédagogie versus alimentation.	Bricolage des choix alimentaires et militantisme à toutes les échelles
Eau, ressource d'avenir	Confrontation des cultures (permaculture/ conventionnel)	Concurrence usages productifs / résidentiels.	Délitement des filières, fragilité des petits producteurs et multiplication des intermédiaires
Coût de l'alimentation de qualité / injustice alimentaire	Cohabitation végétal / minéral	Mitage	Autonomie de l'exploitation /autoconsommation /lutte anti-gaspillage
Absence d'ancrage des représentations liées à l'agriculture	Pauvreté de l'urbanisme durable contemporain	Devenir de la ceinture maraichère et devenir des outils mis en place par la Métropole	Outils de la Métropole
Echelles d'approvisionnement (local/global)	Champ urbain ou future zone d'extension		Végétarisme (insectes)
Modalités d'approvisionnement (dématérialisé/ancrage de proximité)	Zonage (quartiers, infrastructures, trame verte)	Branding « vivre à la ville-campagne »	Livraison numérique produits locaux
Pratiques alimentaires générées	Jardins potagers (investis/inexistants)	Forêt comme bien commun	Malbouffe et standardisation de l'offre / terroir
Prédominance du goût, héritage familial, intimité du geste alimentaire	Glanage urbain / inculture de la cueillette	Bien-être animal / végétarisme	
Résistance individuelle au modèle économique par les choix alimentaires / engagement personnel pour le bien-être	Abandon	Complémentarité des différents modes de production	Approvisionnement local dans les supermarchés pour produits maraichers
	Grands centres commerciaux vs désert alimentaire (magasins en pied	Diversité des marchés entre	Théorie de l'effondrement et systèmes

				alimentaires
				Echelle du localisme : malentendu
				Offre commerciale et alimentaire hors sol, automatique
				Culpabilité à mal manger / alimentation comme refuge (lien alimentation/santé)
Injustice dans les trajectoires alimentaires en lien avec les trajectoires socio-culturelles		d'immeuble fermés)	représentations idéalisées et espace-temps urbain ritualisé	Territoire stérile (parking, route, pelouse) et déshumanisation de l'agro-alimentaire et de l'urbain généralisé / Réenchanter l'acte de s'alimenter
Agriculture comme quête de sens	Jardins partagés déconnectés des trames vertes		Malbouffe / convivialité	
Grands équipements et projet alimentaire : retrouver l'utopie passée	Prédominance des fast-foods		Grand place / petits commerces qui ferment	Réseau d'échange de savoirs et de bonnes pratiques (formation nécessaire et urgente à l'agriculture)
Polyvalence pour être autonome	Vert pour combler le vide, vert comme réserve. Zonage		Forme urbaine de la dalle qui interroge	
Enjeux écologiques	Désert alimentaire dans quartiers			Expérimentation et bricolage dans les espaces publics, réseau d'entraide improvisé (troc)
Initiatives individuelles et des communautés				Gratitude pour une alimentation de qualité, reconnaissance du ventre
Demande sociale en faveur d'une alimentation locale, non polluante				Solidarité et résilience face aux injustices alimentaires

(Source : Coupes réalisées lors des transects. Réalisation : Jennifer Buyck et Aurore Meyfroidt)

3.2. Potentiels de transition pour un urbanisme

plus “fertile”, “adaptatif” et “ancré”

A lire les coupes issues des explorations, la stérilité de l'urbanisme à l'oeuvre étonne d'autant plus que les pouvoirs publics investissent en faveur d'une alimentation locale. Le tableau 1, en détaillant les enjeux de la production à la consommation des paysages alimentaires grenoblois, décrit de façon synthétique les failles de ce système d'aménagement et suggère des hypothèses de travail. L'analyse des coupes permet en effet de mettre au jour des potentiels de renouvellement : des pratiques qui témoignent de changements en cours et qui mériteraient d'être mises en relation avec les pratiques usuelles de l'urbanisme. Ces potentiels se traduisent par de nouveaux liens entre habitant-e-s et alimentation à même de favoriser la transition du système de fabrique urbaine.

L'alimentation de qualité est rendue visible par la diffusion d'initiatives alternatives au système alimentaire conventionnel (Goodmann *et al.*, 2012) comme les circuits courts ou l'alimentation bio (y compris via l'adaptation de la restauration avec le menu “0 émissions”, coupe 1) ; toutes oeuvrent en faveur d'un horizon commun, la quête de justice alimentaire. Ceci pourrait être un des objectifs de l'urbanisme durable. Pour sortir de la sélectivité sociale de ce secteur « de niche » et encourager son saut d'échelle, la diffusion dans les modèles dominants (de consommation notamment) permet de faire face aux crises et d'amorcer une transition globale vers des systèmes plus soutenables. Certaines figures urbaines apparaissent aussi comme des pôles de diffusion de ressources agricoles et alimentaires comme les jardins partagés notamment (présents dans toutes les coupes) : fonctions récréatives, pédagogiques, culturelles, sociales, agricoles et alimentaires y sont parfois en synergie, via les opérations de glanage dans toute la ville, les opérations de redistribution des surplus et invendus alimentaires des supérettes bio... Ces actions en lien avec les quartiers environnants font que les jardins partagés peuvent assurer une diffusion de produits bien au delà du cercle des usagers et adhérents, en permettant ainsi de créer un réseau agri-alimentaire. Assurer des complémentarités entre petites surfaces de production maraîchère, lieux d'approvisionnement et de distribution, et habitat permet de donner du corps à l'idée parfois trop générique d'urbanisme durable.

Le potentiel intégrateur de la forêt et des jardins pose question vis-à-vis de leurs fonctions d'autosuffisance alimentaire individuelle et collective (Poe *et al.*, 2013). Ces deux espaces participent de la réactivation d'un socle de valeurs et de pratiques, permettant de les rapprocher de nouveaux communs nourriciers, qui renverraient à une forme de réappropriation citoyenne des systèmes de production et de distribution des aliments. Dans la métropole, la forêt est unanimement investie d'un potentiel nourricier, à la fois via la complémentarité entre les cultures, et la réactivation de savoirs-faires qui en font un conservatoire. L'agroforesterie est reconnue comme un levier nourricier d'avenir bien qu'inégalement investie (coupe 3). La forêt serait alors un creuset permettant de faire coexister production, approvisionnement (*via* la cueillette) et plus largement services écosystémiques (puits de carbone et éducation à l'environnement). En revanche, le rôle des jardins paraît plus ambivalent par rapport au potentiel nourricier (échelles et populations concernées). La multiplication d'expérimentations sous formes de potagers (partagés, familiaux...) est exposée au risque d'autosuffisance uniquement individuelle et nécessite une intégration dans le système alimentaire de la ville pour éviter l'écueil d'un grand jardin métropolitain sélectif (coupe 2). Autant de lieux qui pourraient susciter un

renouvellement situé de l'urbanisme durable.

Enfin, en aval de la filière, l'approvisionnement en produits agricoles et alimentaires s'opère par l'exploitation de complémentarités entre différents lieux dans la ville, conférant parfois à une forme de "bricolage", plus ou moins formel. Le potentiel de résilience se situe alors au niveau des capacités adaptatives des ménages qui tendent vers la ville fertile (en opposition à la ville de l'automatisme alimentaire, de la standardisation ou de l'absence de l'offre...), capacités présentées comme « solution » face à l'effondrement dans la coupe 4. Au-delà de l'opposition apparente entre grande distribution et modes agri-alimentaires alternatifs, on observe des combinaisons entre grande surface, marché et jardin potager, voire glanage et cueillette, dans les trajectoires alimentaires de plusieurs ménages grenoblois. Les coupes de la métropole révèlent une complémentarité des marchés en termes de segments (bio, soutenu par un collectif d'habitant-e-s, ou conventionnel) et de localisation (à proximité du centre ou dans les espaces productifs périurbains), qui arbitre en faveur d'une diversification de l'offre potentielle. Des assemblages diversifiés se font jour dans l'approvisionnement alimentaire, mêlant autoproduction par un potager et troc entre voisins (coupe 4), glanage en fin de marché et approvisionnement aux Restos du Coeur (coupe 4), ou encore supermarché, marché et vente directe. Ces combinaisons jouent sur les temporalités, notamment pour l'approvisionnement au marché, et permettent de mettre en lien des espaces informels avec les marchés conventionnels, voire la grande distribution.

La résilience des systèmes alimentaires, agricoles (Lamine 2015) et urbains que nous décrivons ici va bien au-delà de la dénonciation de la néolibéralisation des processus de gestion des métropoles contemporaines : si des initiatives incrémentales (à la fois individuelles et sous forme de petits collectifs) émergent dans un contexte d'une inégale prise en compte par les politiques publiques, elles relèvent également de capacités pour un mieux-manger et un mieux-vivre métropolitain. On s'étonne surtout toutefois qu'aucune référence ne soit faite aux politiques publiques en faveur d'une alimentation durable.

À lire les coupes avec attention, il apparaît qu'à travers l'agriculture et l'alimentation, les populations développent leur attention au soin, considéré autant comme quête de sens que du point de vue de la santé (Brown and Jameton 2000). A l'échelle locale et même intime, des co-bénéfices individuels sont révélés tant chez les producteurs que les consommateurs. Si les évolutions du secteur agricole mettent à mal la viabilité des exploitations, le niveau d'ambition sociale reste élevé et les stratégies d'adaptation (comme la bi-activité, l'élevage raisonné) peuvent découler d'un choix assumé, orienté par une quête de sens (en témoigne la liberté associée à l'agriculture, « ils font ce qu'ils aiment », coupe 1). Quant aux consommateurs, ils expriment une « reconnaissance du ventre » face à la fourniture de produits de qualité (coupe 4). Cette question du soin et du bien-être constaté dans le champ de l'agriculture et de l'alimentation n'est pas en tant que telle une composante de l'urbanisme durable qui lui est centré sur les mobilités, l'isolation thermique ou les continuités végétales. Un tel changement de paradigme revivifierait le sens même des pratiques d'aménagement et insufflerait un nouveau sens à l'agriurbain.

L'agriculture et l'alimentation apparaissent également comme des ferments pour l'éducation à la durabilité individuelle comme collective. Cette tendance est observable dès le plus jeune âge comme l'illustre l'attention accordée à l'approvisionnement en produits de qualité dans la restauration scolaire à Grenoble ou les témoignages reconnaissants des convives d'un restaurant axé sur

la qualité ayant ouvert sur le campus universitaire de Grenoble (coupe 4). Les savoirs-faire liés à l'agriculture et à l'alimentation forment par ailleurs des « conservatoires » de bonnes pratiques, qui circulent de façon incrémentale à Grenoble. Ainsi, pour pallier l'ignorance vis-à-vis de certaines ressources latentes (exemple des cerisiers coupe 4 ou inculture de la cueillette coupe 2) et le recul de pratiques de transformation individuelle (faire des conserves ou réinvestir des savoirs-faires culinaires familiaux), deux solutions se font jour à l'horizon 2050 : promouvoir une forêt apprenante (coupe 3), conservatoire de denrées comestibles et de ressources et savoirs-faires ; et assurer la croissance d'un réseau d'échanges et de savoirs entre populations qui disposent de ressources et celles qui les recherchent (exemples des fruitiers, coupe 4).

Enfin, une attention à l'écologie et au respect des ressources motive un engagement des habitant-e-s pour créer des territoires plus durables et résilients. Ainsi, le soin apporté à l'autoconsommation et à la lutte contre le gaspillage (coupe 4) démontre une préoccupation des ménages pour s'inscrire dans un écosystème plus sain (Davies 2019). A l'échelle du lotissement, les écoquartiers n'apparaissent pas comme véritablement « durables » : les écoquartiers traversés à Grenoble sont perçus comme une caution verte, sans fonction alimentaire particulière, à l'urbanisme fragmenté contemporain (coupe 2 notamment).

De la même façon il apparaît que la préservation de terres agricoles ne garantit en rien la durabilité du système urbain et alimentaire mis en place. En effet, ce n'est pas parce que la terre agricole est protégée que des agriculteurs vont forcément s'y installer ou y cultiver des produits sains et locaux (coupe 1). Pour rappel, il n'existe pas d'outil de planification direct pour influencer sur le type d'agriculture pratiquée. Comment dans ce cadre inciter les agriculteurs présents sur les riches terres proches des villes à développer une agriculture tournée avant tout vers l'approvisionnement local alors qu'ils pratiquent souvent une agriculture tournée vers les marchés extérieurs, sans lien direct avec les besoins locaux ? Si les nouvelles installations progressent à Grenoble (cf. bilan SCoT), le métier reste difficile (coupes 1 et 4) : tous les agriculteurs venant vendre leur production au marché étaient très pessimistes sur leur avenir et/ou sur celui de leur profession. L'articulation entre planification territoriale et dispositifs d'aide à l'installation, accès au foncier, semble en ce sens primordiale. Plus généralement cet exemple est représentatif des liens à construire entre planification territoriale et habitant-e-s, usager-ère-s, condition indispensable à l'émergence de territoires plus durables.

A travers cette immersion en profondeur au coeur des relations spatiales entre l'urbain, l'alimentaire et l'agricole, la déconnexion aux sols, aux lieux et aux habitant-e-s de ces systèmes se confirme. Toutefois des potentiels de renouvellement des pratiques d'aménagement durable émergent de cette analyse croisée. Ces constats critiques tout comme les capacités de changement interrogent la planification urbaine et plus généralement l'urbanisme. Autant de dynamiques de travail privilégiées pour faire « atterrir » (Latour 2017) l'agriurbain et sa fabrique contemporaine dite « durable ».

3.3. Hypothèses de travail pour faire « atterrir » l'urbanisme durable

Pourquoi faire « atterrir » la fabrique agriurbaine et plus largement l'urbanisme durable ? La notion d'agriurbain fait état, de façon plus ou moins implicite, d'une

injonction à la requalification du périurbain. C'est ce que l'on appelle une notion performative. Bien souvent, l'agriurbain est pensé en tant que solution à la « crise périurbaine » et c'est là que réside pour nous le malaise. Les espaces périurbains sont en effet à la fois décriés (espace du pavillonnaire, des mobilités domicile-travail, envers de l'urbain, entre-soi...) et appréciés (idéal de l'accession à la propriété, aménités environnementales, esprit campagne), et l'agriurbain apparaît comme un moyen de renouveler l'image de ces espaces en valorisant l'imbrication de motifs « urbains » et « ruraux ». Ce processus peut cependant conférer à un effet de *branding* en vendant un type de paysage : la coupe 3 met en évidence davantage la vue offerte sur les massifs depuis le plateau de Champagnier (et la forte pression de lotir qui s'ensuit) que les potentialités productives du site. Dans un contexte d'urbanisation généralisée, les représentations agriurbaines promeuvent un mode de vie et certains marchés de niche mais elles sont encore peu associées à l'agriculture elle-même ou plus largement aux enjeux environnementaux et sociaux. En d'autres termes, nous nous interrogeons sur la pertinence d'une notion qui inscrit *a priori* un espace dans un processus de transformation et qui induit *a priori* les finalités du projet qu'elle sous-entend. C'est en ce sens que l'agriurbain est pour nous un malentendu à clarifier, à investir et à régénérer.

Inscrit dans une logique de management paysager, l'agriurbain se tient *a priori* à distance de toute dimension politique. Ce faisant l'agriurbain absorbe le politique dans le management écologique, économique et social des espaces périurbains. L'agriurbain est pourtant bel et bien lié à un système de gouvernance et à un mode de gouvernement (ici néolibéral), dont il est au final une théorie en actes. L'agriurbain ménage de petits arrangements avec la ville néolibérale et fait essentiellement consensus avec elle. Leur structuration économique conjointe font des espaces périurbains des territoires à « manipuler, designer, redesigner, à consommer et reconsommer » (Foster, 2008, p. 35). Aucune transformation profonde des espaces périurbains n'est en effet proposée, aucun changement de modèle. Au contraire, l'auto-légitimation et l'auto-régénérescence de l'agriurbain éclipsent les enjeux fondamentaux et politiques de l'urbanisme au profit des conditions matérielles de la cohabitation urbaine. Le réexamen des rapports entre l'agriurbain et le politique est sans doute une des résultantes des transects proposés. Redonner du pouvoir politique aux espaces de l'agriurbain c'est en premier lieu les soustraire à leur dénomination agriurbaine qui par bien des aspects apparaît labile, urbano-centrisme et techniciste. Les mots donnent forme aux lieux de vie autant que les spatialités, ils entretiennent la capacité à habiter. La formulation d'épistémologies émancipatrices est en ce sens indispensable.

Que nous apprennent les transects sur l'agriurbain ? Loin de réaffirmer la dualité ville-campagne, les transects décrivent des territoires agriurbains où la juxtaposition de motifs urbains et ruraux crée des morphologies urbaines disparates. Les ceintures vertes, franges ou autres lisières qui composent ces tissus agriurbains sont en réalité peu investies dans les dires d'acteurs et leur fonction à l'avenir reste incertaine (exemple du devenir de la ceinture verte, coupes 1 et 3). La multifonctionnalité, censé transcender le diptyque urbain/rural reste confidentielle. En d'autres termes, les transects, en nous tenant à l'écart de l'agriurbain comme notion, ont été pour nous l'occasion d'une interprétation. Celle d'un paysage qui ne résulte pas seulement d'une lecture guidée par le relevé systématique de motifs « urbains » et « ruraux » (potentiellement multifonctionnels) mais qui est considéré pour lui-même comme porteur de récits singuliers.

Les nombreuses initiatives en faveur d'une autre alimentation que nous avons découvertes autour de Grenoble lors de notre exploration des paysages alimentaires témoignent d'une vision de l'agriurbain, plus réticulaire, relationnelle et incrémentale. Il s'agit de réseaux de solidarités et d'entraide face aux injustices écologiques et sociales qui impactent les habitant-e-s tant individuellement que collectivement. Ces initiatives ne se fondent pas sur des outils de gouvernance - existants ou à créer - comme le ferait un projet agriurbain plus couramment. Cette mise en réseau réticulaire se fonde sur l'établissement de nouveaux liens et n'est pas l'oeuvre d'un projet de territoire, encore moins dû à un découpage prédéterminé correspondant à des limites administratives et qu'il faudrait « remplir » pour lui donner sens à l'instar des projets agriurbains institutionnalisés. Les initiatives y sont *a contrario* incrémentales et révélatrices d'un déjà-là, matrice d'un projet reliant tout un chacun avec des enjeux plus globaux (lutte contre l'effondrement, injustice alimentaire...).

En s'intéressant aux paysages alimentaires plus qu'à l'agriurbain en tant que tel, on échappe au relevé des dichotomie habituelles (en premier lieu celle de l'urbain et du rural). Dans une perspective de justice spatiale, d'autres dialectiques émergent telles que celle entre fertilité (voire souveraineté alimentaire) et déserts alimentaires qu'ils soient produits par des formes urbaines standardisées (dalle, grands centres commerciaux...) ou bien par le primat d'une végétalisation ornementale sur les systèmes alimentaires.

Sociabilité *versus* immédiateté, voici une des autres dialectiques importantes. Au-delà de la convivialité offerte dans les moments de commensalité, il s'agit de retisser des sociabilités contre l'immédiateté de l'acte alimentaire, pour une reconnaissance des systèmes alimentaires de proximité. Cette re-création de sociabilités semble cependant davantage au service d'une nouvelle conscience du temps que de l'espace : les marchés, hauts lieux de sociabilité, font figure de moments ritualisés mais les espaces productifs matérialisés sur les étals peuvent être lointains malgré les discours et représentations idéalisés sur les terroirs ou leur localisme. En d'autres termes, c'est ici par une réflexion sur les temporalités - ici alimentaires - que nous proposons de régénérer l'agriurbain et sa fabrique.

Conclusion

A travers les transects une nouvelle façon de regarder et de fabriquer l'agriurbain s'invente. Les unités paysagères y apparaissent au premier plan, amplifiées par les liens entre les communautés et le sol qu'elles habitent. Très certainement le transect permet d'appréhender la complexité des paysages de l'agriurbain et ce notamment en allant bien au-delà du clivage grenoblois ville / montagne. Nous constatons aussi qu'il permet de décentrer le regard aménagiste (des professionnels comme des chercheurs) en dépassant la dichotomie entre les discours technicistes de la planification et les besoins locaux. Enfin, par la marche collective, il donne lieu à une mise en corrélation avec les autres (fédère un groupe et génère l'empathie de la rencontre), les paysages (alimentaires comme agriurbains) et plus généralement les lieux. En sens, nous ne pouvons que constater que le transect est un pont entre le projet urbain et les habitant-e-s, une pédagogie réciproque et nécessaire. Enfin, par la production de représentations qu'il génère, le transect est un moment pour réfléchir, se laisser déplacer et en produire une forme. Le transect, une manière d'instaurer un dialogue permanent entre la planification territoriale et les initiatives habitantes ?

A travers les stratégies d'adaptation (de production, d'approvisionnement et de consommation), la fertilité, l'ancrage au sol et l'adaptabilité apparaissent tant comme des conditions de l'habiter des paysages agriurbains que comme des potentiels leviers de régénération de l'agriurbain. Dans la perspective d'une meilleure souveraineté alimentaire, les proximités activées ne sont pas tant d'ordre topographiques que relationnelles, avec un nouvel ancrage aux paysages et aux communautés. Ainsi se redéfinissent les modalités d'habiter.

Au regard de cette approche par les paysage alimentaires, trois chantiers semblent alors essentiels pour régénérer l'approche de l'agriurbain et de sa fabrique aménagiste : (1) penser, faire, voir en deçà du modèle l'agriurbain pour rendre visible - ici par le transect - les singularités des paysages, des usages et des situations ; (2) se référer, penser au-delà de l'agriurbain (pas forcément basé sur des dires d'experts, ni nécessairement de façon urbano-centré) afin de suivre d'autres pistes (celles des habitant-e-s, des usager-ère-s, des agriculteurs... trop souvent invisibles voire invisibilisés) ; (3) expérimenter et fabriquer par-delà l'agriurbain en ayant recours à d'autres prismes d'analyse et de projection sans doute plus à même d'orienter la planification vers plus de durabilité. Une perspective s'ouvre en ce sens avec l'alimentaire tout comme avec les notions de fertilité et de sociabilité. L'idée est ici d'échapper à l'agriurbain comme systématisme pour ouvrir à son renouvellement. L'attention et le soin pour les méthodes, les lieux, les habitant-e-s est cruciale tout comme la mise en débat permanente. Il s'agit en quelque sorte d'appeler à une reconsidération des processus de projets en milieu agriurbain. Une reconfiguration dans laquelle l'agriurbain ne saurait être une finalité.

Bibliographie

Allen P., Fitzsimmons M., Goodman M., Warner K., 2003, Shifting plates in the agrifood landscape : the tectonics of alternative agrifood initiatives in California, *Journal of rural studies*, vol. 19, n° 1, pp. 61-75.

DOI : 10.1016/S0743-0167(02)00047-5

Ambrosino C., Buyck J., 2018, Le projet de sol de la métropole montagne : Grenoble, de plaines en pentes, *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], vol. 106, n° 2, mis en ligne le 26 05 2018, consulté le 26 11 2018. URL : <http://journals.openedition.org/rga/4088>

Aragau C., Poulot M., 2016, Le périurbain : entre frange, marge et entre-deux, in E. Grésillon, F. Alexandre, B. Sajaloli, *La France des marges*, Paris : Armand Colin, pp. 327-340.

Brand C., 2015, Alimentation et métropolisation : repenser le territoire à l'aune d'une problématique vitale oubliée, Thèse de doctorat de géographie, Université Grenoble-Alpes, 656 p.

Brand C., 2018, Modalités du retour des villes dans la gouvernance alimentaire. L'exemple de la région urbaine lyonnaise, *Urbanités*, n° 10, consulté le 19 11 2018, URL : [http://www.revue-urbanites.fr/wp-content/uploads/2018/04/Urbanit %C3 %A9s-10-Brand.pdf](http://www.revue-urbanites.fr/wp-content/uploads/2018/04/Urbanit%C3%A9s-10-Brand.pdf)

Bodiguel L., 2014, L'agriculture durable : un rêve de droit. *Droit de l'environnement*, Victoires édition, pp. 63-67

Bognon S., 2017, Vers la reterritorialisation du réseau d'approvisionnement alimentaire parisien ? Trois approches de la mobilisation des proximités, *Flux*, vol. 109-110, n° 3, pp. 118-128.

DOI : 10.3917/flux1.109.0118

Bricas N., 2017, Les enjeux de l'urbanisation pour la durabilité des systèmes alimentaires, in C. Brand, N. Bricas, D. Conaré, B. Daviron, J. Debru, L. Michel, C. Soulard (coord.), *Construire des politiques alimentaires urbaines. Concepts et démarches*, Éditions Quae,

pp. 19-42.

Buyck J., Tixier N., 2015, Villeneuve Échirolles en projets : retours sur l'atelier d'urbanisme des étudiants-es du master « design urbain » in Dijkema C, Gabriel D, Koop K, *Les Tours d'en face, renforcer les liens entre Université et Villeneuve*, Grenoble, Région Rhône Alpes, pp. 58-60.

Buyck J., Courcoux T., 2019, Économies, spatialités et urbanités du pain : explorations dans la métropole grenobloise, in X. Guillot, P. Verteegh, *Transitions économiques et nouvelles ruralités. Vers l'émergence de "métromilieus"*, Saint-Etienne, Publications de l'Université Saint-Etienne, pp. 142-153

Cummins S., Findlay A., Higgins C., Petticrew M., Sparks L., & Thomson H., 2008, Reducing inequalities in health and diet : findings from a study on the impact of a food retail development. *Environment and Planning A*, vol. 40, n° 2, pp. 402-422.
DOI : 10.1068/a38371

Darrot C., 2014, Rennes, ville vivrière : Une prospective proposée par les étudiants de l'option « Agriculture Durable et Développement Territorial » d'Agrocampus Ouest. *Pour*, vol. 224, n° 4, pp. 405-414.

Donadieu P., 2002, *La société paysagiste*, Paris : Actes Sud.

Donadieu P., 2003, La construction actuelle des villes-campagnes, *Histoire Urbaine*, vol. 2, n° 8, pp. 157-170.
DOI : 10.3917/rhu.008.0157

Falzon D.-M.-A., 2009, *Multi-Sited Ethnography : Theory, Praxis and Locality in Contemporary Research*, Farnam, Angleterre, et Burlington, Vermont, Ashgate Publishing, Ltd.

Fleury A., Donadieu P., 1997, L'agriculture, une nature pour la ville ?, *Annales de la recherche urbaine*, n° 74, pp. 31-39.

Fourny M.-C., 2015, Grenoble, métropole en (et par) les montagnes, in Bloch D. et Lajarge R., *Grenoble, le pari de la métropole*, Fontaine : Presses Universitaires de Grenoble, pp. 177-188.

Foster H., 2008, *Design et crime*, Paris, Les Prairies ordinaires, Collection « Penser/croiser ».

Geddes P., 1925, « The Valley Plan of Civilization » & « The Valley in the Town », in *Survey*, LIV

Hedberg R., 2015, The ecology of alternative food landscapes : a framework for assessing the ecology of alternative food networks and its implications for sustainability, *Landscape Research*, vol. 41, pp. 1-13.
DOI : 10.1080/01426397.2015.1074168

Hochedez C., 2014, La mise en place des politiques alimentaires locales dans la région métropolitaine de Stockholm : une gouvernance du malentendu ? *Géocarrefour*, vol. 89, n° 1-2, pp. 115-124.
DOI : 10.4000/geocarrefour.9455

Hochedez C., 2016, Les réseaux d'agriculteurs biologiques : des incubateurs d'innovation pour les campagnes périurbaines suédoises, *Annales de Géographie*, n° 712, pp. 615-641.
DOI : 10.3917/ag.712.0615

Ingold T., 2015, *Le dédale et le labyrinthe : la marche et l'éducation de l'attention*, Intuitive Notebook #2 - Diagrams, Drawings and Spaces, Paris, ESAAA

Latour B., 2017, *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique ?* Paris, La Découverte.

Löw M, [2000] 2015, *Sociologie de l'espace*, traduit par Renault D., Paris : Editions de la MSH.

Macpherson H., 2016, Walking methods in landscape research : moving bodies, spaces of disclosure and rapport, *Landscape Research*, vol. 41, n° 4, pp. 425-432.
DOI : 10.1080/01426397.2016.1156065

Nahmías P. & Le Caro Y., 2012, Pour une définition de l'agriculture urbaine : réciprocité fonctionnelle et diversité des formes spatiales, *Environnement urbain / Urban Environment*, vol. 6, pp. 1-16.

Newman L., Jordan Powell L., Wittman H., 2015, Landscapes of food production in Agriburbia : Farmland protection and local food movements in British Columbia, *Journal of Rural Studies*, vol. 39, pp. 99-110.

DOI : 10.1016/j.jrurstud.2015.03.006

Perrin C., Soulard C., 2014, Vers une gouvernance alimentaire locale reliant ville et agriculture. Le cas de Perpignan, *Géocarrefour*, vol. 89, n° 1-2, pp. 125-134.

DOI : 10.4000/geocarrefour.9456

Poulot M., 2008, Les territoires périurbains : « fin de partie » pour la géographie rurale ou nouvelles perspectives ?, *Géocarrefour*, vol. 83, n° 4, mis en ligne le 31 12 2011, consulté le 26 11 2018. URL : <http://journals.openedition.org/geocarrefour/7045>

DOI : 10.4000/geocarrefour.7045

Poulot M., 2012, Résurgences paysagères et nouvelles économies agricoles dans le périurbain francilien Programme agriurbain et zone agricole protégée versus opération d'intérêt national, *Projets de paysage*, mis en ligne le 14 07 2012, consulté le 19 11 2018, URL : http://www.projetsdepaysage.fr/fr/r_surgences_paysag_res_et_nouvelles_conomies_agricoles_dans_le_p_riurbain_francilien

Poulot M., 2014, L'invention de l'agri-urbain en Île-de-France. Quand la ville se repense aussi autour de l'agriculture, *Géocarrefour*, vol. 89, n° 1-2, pp. 11-19.

DOI : 10.4000/geocarrefour.9363

Poulot M., Aragau C., Rougé L., 2016, Les espaces ouverts dans le périurbain ouest francilien : entre appropriations habitantes et constructions territoriales, *Géographie, économie, société*, vol. 18, n° 1, pp. 89-112.

DOI : 10.3166/ges.18.89-112

Pousin F. (dir.), 2014, Rapport final du programme de recherche ITTECOP (Infrastructures terrestres, écosystèmes et paysages), D-Transect. Les Délaissés des TRAversées de la Vallée de l'HuveauNe : diSpersion des Espèces, pratiques vernaCulaires, médiaTions paysagères, Partenaires : Larep Lped-UMR IRD/Université Aix-Marseille, Cresson-UMR 1563, CNRS/MCC Coloco, Bazar Urbain.

Pousin F., Marco A., Bertaudière-Montès V., Barthélémy C., Tixier N., 2016, Le transect : outil de dialogue interdisciplinaire et de médiation, *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Hors-série 24, mis en ligne le 10 juin 2016

Rastoin J.-L., 2015, Les systèmes alimentaires territorialisés : le cadre conceptuel, *Résolis*, vol. 4, pp. 11-13.

Roe M., 2016, Editorial : food and landscape, *Landscape Research*, vol. 41, n° 7, pp. 709-713.

DOI : 10.1080/01426397.2016.1226016

Sui D., 2003, Musings on the fat city : are obesity and urban forms linked ? *Urban Geography*, vol. 24, n° 1, pp. 75-84.

DOI : 10.2747/0272-3638.24.1.75

Tixier N., (dir.), 2012, Amiens 2030, le quotidien en projet, Consultation pour le devenir de l'agglomération amiénoise, Amiens Métropole, collaborations : Contrepoint, Chronos, Zoom.

Tixier N., (dir.), 2012, Rapport final du programme de recherche PIR Ville et Environnement, L'ambiance est dans l'air. La dimension atmosphérique des ambiances architecturales et urbaines dans les approches environnementalistes, CNRS – PUCA 2008-2009.

Tixier N., Amphoux P., Buyck J., Tallagrand D., 2015, Transect urbains et récits du lieu. Des ambiances au projet, Ville, territoires, paysage, Saint-Etienne, Editions des Presses Universitaires de Saint Etienne, pp. 50-57.

Tixier N., 2016, Le transect urbain. Pour une écriture corrélée des ambiances et de l'environnement in Sabine Barles, Nathalie Blanc (dir.), *Écologies urbaines*. Sur le terrain, Economica-Anthropos, PIR Ville et Environnement, pp. 130-148.

Toublanc M., Poulot M., 2018, Les territoires agriurbains en Île-de-France : entre paysage ordinaire, paysage agricole et paysage alimentaire ?, *Projets de paysage*, mis en ligne le 15 01 2018, consulté le 19 11 2018, URL : http://www.projetsdepaysage.fr/les_territoires_agriurbains_en_le_de_france_entre_paysage_ordinaire_paysage_agricole_et_paysage_alimentair

Vidal R., Fleury A., 2007, La cité agriurbaine, ville nature ou ville agricole ? in C. Mager, *Développement territorial, jeux d'échelles et enjeux méthodologiques*. Université de Lausanne, pp. 209-216

Yasmeen G., 1996, *Bangkok's foodscape : public eating, gender relations and urban change*, Thèse de doctorat, Université de Colombie-Britannique, 400 p.

Notes

1 FRUGAL est une recherche-action centrée sur l'analyse des enjeux systémiques liés à l'approvisionnement alimentaire de métropoles du Grand Ouest et de Rhône-Alpes. Le programme est copiloté par l'Université de Grenoble Alpes avec l'UMR Pacte et par l'Agrocampus Ouest avec l'UMR ESO. Terres en villes coordonne le réseau des acteurs locaux des politiques agricoles et alimentaires d'agglomération et de métropoles impliqué dans ce programme. Pour en savoir plus sur le projet PSDR FRUGAL : <http://projetfrugal.fr/>

2 Le terme « atterrir » apparaît chez Bruno Latour dans un contexte de bouleversements liés au changement climatique et aux crises politiques qu'il induit. Latour fait dans ce cadre le constat d'événements disruptifs et appelle à de nouvelles configurations entre la terre et les communautés qui l'habitent. Il imagine « un ensemble d'alliances nouvelles » à même de « faire atterrir » ses communautés et leurs politiques. Face au changement climatique, l'habiter et sa fabrique ne peuvent plus se concevoir dans un champ indéterminé et neutre. Impossible non plus de maîtriser en totalité le sujet en adoptant un point de vue surplombant. L'appel à atterrir est pour Latour une invitation à reconnaître les jeux de dépendances entre l'habiter, les communautés et la terre.

3 Néologisme datant de la fin des années 1990 dans le cadre d'un rapport sur le devenir des campagnes périurbaines françaises (Donadieu, 2003).

4 L'Orientation d'Aménagement Paysage et Biodiversité, en appui au PLUI de la Métropole, précise cependant que, dans le cadre de nouveaux projets résidentiels, les maires pourront veiller à ce que les lisières entre bâti et non-bâti soient investies d'un véritable projet agricole (circuits courts, vente directe, cueillette), en plus d'une préoccupation pour la multifonctionnalité.

5 Les transects réalisés dans le cadre du projet FRUGAL n'auraient pu avoir lieu sans l'aide précieuse de Justin Bryant. Les auteures de cet article le remercient chaleureusement.

6 Atelier de projets transect réalisés avec Nicolas Tixier dans le Rovaltain (2013), au sein de la Villeneuve d'Échirolles (2014), en Centre Ardèche (2015), et dans l'Ouest de Genève (2016).

7 C'est pourquoi nous avons organisé 4 transects à Caen le 30 mai 2018. Un prochain article s'attachera à l'étude de ses résultats et à la comparaison avec ceux de Grenoble.

8 Roanne a longtemps retenu notre attention pour Rhône-Alpes mais le contexte technico-politique s'est avéré au final trop instable pour soutenir une telle démarche.

9 A Caen, la méthode du transect n'avait pas encore été utilisée (au contraire de Rennes par exemple), et la ville commence tout juste à mettre l'alimentation à son agenda politique.

10 A titre d'exemple, une des équipes grenobloises a choisi lors de son transect de poser systématiquement les questions suivantes aux personnes rencontrées sur leur chemin : « Où faites-vous vos courses ? Et dans 50 ans, où pensez-vous les faire ? Que représente pour vous l'agriculture dans et autour de Grenoble ? Et dans 50 ans comment aura-t-elle évolué d'après vous ? Enfin, si vous pouviez faire changer les choses, que seriez vous prêt à faire ? »

11 Dans l'une des équipes cependant le débat n'a pas pu vraiment aboutir du fait de la difficulté de certains membres de l'équipe à se consacrer toute la journée au transect.